

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

6 octobre 2020

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue d'interdire la publicité commerciale à des fins de propagande politique dans les médias

(déposée par M. Khalil Aouasti et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

6 oktober 2020

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, teneinde commerciële reclame voor politieke-propagandadoeleinden in de media te verbieden

(ingediend door de heer Khalil Aouasti c.s.)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à inscrire dans la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, une interdiction générale de diffusion de contenus publicitaires commerciaux dans tous les médias à des fins de propagande politique, dans les quatre mois précédant les élections, que ce soit par la voie de la presse ou par tout autre moyen de communication audiovisuelle, incluant notamment toute diffusion par internet et les réseaux sociaux en particulier.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe een algemeen verbod in alle media op het verspreiden van commerciële reclame voor politieke-propagandadoeleinden op te nemen in de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen. Het verbod zou gelden gedurende de vier maanden vóór de verkiezingen en zou van toepassing zijn op alle media – zowel de pers als elk ander audiovisueel communicatiemiddel –, ook voor elke vorm van verspreiding via het internet en de sociale netwerken in het bijzonder.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi vise à inscrire dans l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (ci-après: la loi du 4 juillet 1989), une interdiction générale de diffusion de contenus publicitaires commerciaux dans tous les médias à des fins de propagande politique et ce durant la campagne électorale.

Actuellement, en vertu de l'article 5, § 1^{er}, 5^o, de la loi 4 juillet 1989, dans les quatre mois précédant les élections, les partis politiques et les candidats ainsi que les tiers qui souhaitent faire de la propagande pour des partis politiques ou des candidats, "ne peuvent pas diffuser de spots publicitaires à caractère commercial à la radio, à la télévision et dans les salles de cinéma".

Cette interdiction a pour objectif de donner un cadre aux campagnes électorales afin que celles-ci soient fondées sur le débat d'idées et que l'utilisation des médias comme moyen d'expression ne porte atteinte à la qualité générale de celui-ci. Plus précisément, cette législation vise, d'une part, le traitement non discriminatoire des différentes tendances politiques et, d'autre part, l'accès des citoyens à une information politique équilibrée dans une société démocratique¹.

Toutefois, actuellement, cet objectif n'est que partiellement atteint. En effet, la publicité commerciale électorale peut avoir lieu librement sur internet et, notamment sur les réseaux sociaux, ou encore par la voie de la presse. Des messages de propagande circulent donc pendant la campagne électorale via ces moyens de communication, alors même que la diffusion des mêmes messages est interdite par voie de télévision, de radio ou dans les salles de cinéma.

Or, une telle différence de traitement entre les messages à la télévision, à la radio ou dans les salles de cinéma, d'une part, et les messages sur internet ou dans la presse, d'autre part, ne trouve aucune justification raisonnable. Il convient donc de mettre fin à cette

¹ Cour constitutionnelle, 22 décembre 2010, arrêt n° 161/2010, B.6.2, p. 11.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel strekt ertoe een algemeen verbod op de verspreiding van commerciële reclame-inhoud voor politieke-propagandadoeleinden op te nemen in artikel 5 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen (hierna "de wet van 4 juli 1989" genoemd). Dit verbod zou gelden voor alle media en voor de duur van de kiescampagne.

Krachtens artikel 5, § 1, 5^o, van de wet van 4 juli 1989 mogen politieke partijen, kandidaten en derden die propaganda willen voeren voor politieke partijen of kandidaten, thans "geen commerciële reclamespots op radio, televisie en in bioscopen verspreiden".

Met dat verbod wordt beoogd de verkiezingscampagnes aan regels te onderwerpen om te bewerkstelligen dat ze gestoeld zijn op de uitwisseling van gedachten, en ook opdat de algemene kwaliteit van dit debat niet zou worden aangetast door het gebruik van de media als expressiemiddel. Deze wetgeving is meer bepaald bedoeld om de uiteenlopende politieke strekkingen gelijk te behandelen, alsook om de burgers in een democratische samenleving toegang te verstrekken tot evenwichtige politieke informatie¹.

In de huidige stand van zaken wordt dat doel slechts gedeeltelijk bereikt. Er kan immers ongehinderd verkiezingsreclame worden gemaakt op het internet, onder meer op de sociale netwerken, of in de pers. Tijdens de verkiezingscampagne worden propagandaboodschappen dus via die communicatiekanalen verspreid, terwijl het verboden is diezelfde boodschappen via de televisie, de radio of in de bioscoop te verspreiden.

Een dergelijk verschil in behandeling tussen enerzijds de boodschappen die via de televisie, de radio of in de bioscoop worden verspreid en anderzijds de boodschappen die op het internet of in de pers circuleren, valt niet redelijkerwijs te rechtvaardigen. Er moet dus een einde

¹ Grondwettelijk Hof, 22 december 2010, arrest nr. 161/2010, B.6.2, blz. 11.

discrimination, qui avait déjà été soulevée par la section de législation du Conseil d'État par le passé².

La présente proposition de loi a pour objet d'interdire toute publicité commerciale, quel que soit le moyen de communication utilisé, durant la période de quatre mois précédant les élections et visée à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 4 juillet 1989.

Une telle interdiction générale de la publicité commerciale politique avant les élections existe dans le droit électoral français depuis plusieurs dizaines d'années (article L52-1 du Code électoral³). La rédaction de la présente proposition de loi s'inspire de cette disposition.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cette disposition n'appelle pas de commentaire.

Art. 2

Cette disposition remplace l'interdiction de la publicité commerciale politique avant les élections à la radio, à la télévision et dans les salles de cinéma par une nouvelle interdiction portant sur toute publicité commerciale dans la presse et par tout moyen de communication audiovisuelle, ce qui comprend internet et les réseaux sociaux.

Le terme "presse" doit être entendu comme étant l'"ensemble des publications périodiques, principalement des journaux quotidiens"⁴. Ainsi par exemple, l'interdiction n'affecte pas la possibilité de rétribuer une entreprise afin qu'elle imprime des écrits de propagande politique qui seront distribués de main à main ou par la voie postale.

De même, dès lors que la rétribution ne porte pas sur la diffusion d'un contenu, mais sur la création de celui-ci, il n'est pas interdit aux candidats, aux partis ou aux tiers qui souhaitent faire de la propagande, de rétribuer une

² Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et modifiant le Code électoral, avis du Conseil d'État N° 53.905/AG, *Ch.*, doc. parl., 2013-2014, 2972/002, pp. 15-17.

³ Art. L52-1, alinéa 1^{er}, du Code électoral français: "Pendant les six mois précédant le premier jour du mois d'une élection et jusqu'à la date du tour de scrutin où celle-ci est acquise, l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle est interdite."

⁴ <https://www.cnrtl.fr/definition/presse>.

worden gemaakt aan die ongelijke behandeling, die in het verleden al door de afdeling Wetgeving van de Raad van State werd aangekaart².

Dit wetsvoorstel heeft tot doel elke commerciële reclame, ongeacht het daartoe gebruikte communicatiemiddel, te verbieden gedurende de in artikel 4, § 1, van de voormelde wet van 4 juli 1989 bedoelde periode van vier maanden voorafgaand aan de verkiezingen.

Een dergelijk algemeen verbod op commerciële politieke reclame vóór de verkiezingen bestaat reeds tientallen jaren in het Franse kiesrecht (artikel L52-1 van de Franse *Code électoral*³). Dit wetsvoorstel is op die Franse bepaling gebaseerd.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen toelichting.

Art. 2

Dit artikel strekt ertoe het vigerende verbod op politieke reclame vóór de verkiezingen op radio en televisie en in de bioscoop te vervangen door een nieuw verbod dat van toepassing zou zijn op elke vorm van reclame in de pers en via elk audiovisueel communicatiemiddel, waaronder dus ook het internet en de sociale netwerken.

"De pers" moet worden opgevat als het geheel van periodieke publicaties, in het bijzonder de dagbladen⁴. Het verbod zou dus bijvoorbeeld geen afbreuk doen aan de mogelijkheid een bedrijf te betalen om politieke-propagandaberichten te drukken die van hand tot hand of via de post worden verspreid.

Evenzo zou het voor de kandidaten, de partijen of de derden die propaganda willen maken, niet verboden zijn een bedrijf te betalen om inhoud te creëren, aangezien die vergoeding geen betrekking zou hebben op de

² Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen en tot wijziging van het Kieswetboek, advies van de Raad van State nr. 53.905/AV, Kamer, DOC 53 2972/002, blz. 15-17.

³ Artikel L52-1, eerste lid, van de Franse *Code électoral*: "Pendant les six mois précédant le premier jour du mois d'une élection et jusqu'à la date du tour de scrutin où celle-ci est acquise, l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle est interdite."

⁴ <https://www.cnrtl.fr/definition/presse>.

entreprise afin qu'elle crée un contenu. En revanche, si ce contenu est ensuite diffusé par un réseau social moyennant une rétribution, il y a bien un procédé de publicité commerciale par un moyen de communication audiovisuelle prohibé.

Khalil AOUASTI (PS)
Özlem ÖZEN (PS)
Laurence ZANCHETTA (PS)
Christophe LACROIX (PS)
Patrick PRÉVOT (PS)
Philippe TISON (PS)

verspreiding van die inhoud, maar wel op de creatie ervan. Wanneer die inhoud vervolgens echter tegen betaling via een sociaal netwerk zou worden verspreid, zou het daarentegen wel degelijk gaan om een verboden vorm van reclame via een audiovisueel communicatiemiddel.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 5, § 1^{er}, 5°, de la loi 4 juillet de la loi relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, modifié par la loi du 23 mars 2007, est remplacé par ce qui suit:

"5° ne peuvent pas utiliser à des fins de propagande électorale tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle."

15 septembre 2020

Khalil AOUASTI (PS)
Özlem ÖZEN (PS)
Laurence ZANCHETTA (PS)
Christophe LACROIX (PS)
Patrick PRÉVOT (PS)
Philippe TISON (PS)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 5, § 1, 5°, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, gewijzigd bij de wet van 23 maart 2007, wordt vervangen door wat volgt:

"5° geen gebruik maken van enige vorm van commerciële reclame via de pers of enig audiovisueel communicatiemiddel voor doeleinden van verkiezingspropaganda."

15 september 2020